

## Civil Society Dialogue Network

### Mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région : quel rôle pour la société civile et pour l'UE ?

#### Recommandations clefs

**Bukavu, le 23 septembre 2014**

Ce document reprend les recommandations clefs suggérées lors de la réunion CSDN du 23 septembre 2014 à laquelle ont participé des experts en paix et sécurité de la société civile congolaise basés en Province Orientale, au Katanga, aux Nord et Sud Kivu et des représentants des institutions et missions européennes. Ces recommandations ne peuvent être attribuées à aucun des participants (ni à titre individuel, ni au titre de leur organisation) et elles ne reflètent pas nécessairement la position des organisateurs.

#### Recommandations générales

Dix-huit mois après la signature de l'Accord-cadre (AC), la conjoncture favorable (le « *momentum* ») pour la mise en œuvre des réformes en RDC en matière de gouvernance politique et économique est en train de disparaître. Il reste pourtant beaucoup à faire selon les participants, comme en témoignent les recommandations reprises ci-dessous. Au cœur de leurs préoccupations, on retrouve de manière transversale : 1) la sécurité et le bien-être des populations civiles ainsi que 2) la corruption, en particulier les détournements de fonds publics, et 3) la lutte contre l'impunité.

Davantage de pressions, à la fois de la part de la société civile et de l'Union européenne (UE) sont nécessaires pour accélérer la mise en place des réformes prévues dans le cadre de l'AC et répondre à ces préoccupations.

Du côté de la société civile il est essentiel de :

- Renforcer le travail de plaidoyer auprès du gouvernement et de la population.
- Améliorer la coordination et les synergies des acteurs de la société civile entre le centre et la périphérie. Pour cela l'organisation et les moyens des groupes de travail thématiques existants devraient être révisés.

Du côté de l'UE, il est nécessaire de :

- Appuyer les réformes de gouvernance à travers un dialogue politique formel avec les autorités congolaises (article 8 de l'Accord de Cotonou) et l'application d'une conditionnalité politique plus stricte de l'aide au développement. Certains participants ont même appelé à la mise en place de sanctions en cas de non-respect de ses engagements par le gouvernement.
- Appuyer la société civile, à la fois 1) à travers des initiatives de renforcement de capacité et 2) par le soutien politique à ses initiatives de plaidoyer ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'homme et autres lanceurs d'alerte dans le cadre du dialogue politique avec les autorités congolaises.
- S'assurer que les acteurs européens, y compris les Etats-membres et les entreprises européennes, n'accroissent pas les risques de conflits de par leurs activités en RDC.

## Justice, lutte contre l'impunité et réconciliation

- Appuyer le plaidoyer de la société civile sur le projet de loi pour des chambres mixtes spécialisées et pour la loi de mise en œuvre du Statut de Rome.
- Souligner l'absence totale de femmes dans le Cour constitutionnelle, en dépit de la garantie constitutionnelle pour la parité dans toutes les institutions publiques.
- Soutenir les tribunaux de paix et organiser une campagne de sensibilisation, notamment pour mettre fin aux conflits avec les tribunaux coutumiers.
- Soutenir les appels pour la création d'une commission vérité et réconciliation.
- Accélérer le renforcement des institutions judiciaires.
- Souligner les défaillances du processus de sélection (*vetting*) pour les nominations dans le secteur de la sécurité.
- Soutenir les mécanismes pour la réconciliation et la confiance entre les pays et peuples de la région.

## Elections

- Renforcer le plaidoyer auprès du gouvernement et de la CENI pour organiser les élections locales et provinciales simultanément et au scrutin universel direct.
- Renforcer le plaidoyer contre la révision de la constitution (en particulier les articles 70 et 220), notamment en renforçant la campagne de pétition de la société civile.
- Appuyer le vote rapide de la loi sur la parité afin qu'elle facilite la participation effective des femmes aux prochaines élections.
- Que l'UE soutienne les organisations de la société civile (OSC) pour:
  - la promotion et participation électorale des femmes ;
  - les programmes d'éducation civique;
  - l'observation électorale locale, y compris l'observation des violations des droits humains dans le contexte électoral large (avant et après les élections).

## Décentralisation

- Renforcer le rôle de contrôle et de contrepoids des assemblées provinciales :
  - Que la société civile fasse l'inventaire des recommandations formulées et des décisions prises par les assemblées et évalue leur niveau de mise en œuvre par les gouvernements provinciaux ;
  - Que la société civile fasse l'évaluation du travail des députés provinciaux.

## Droits Humains

- Soutenir le plaidoyer des OSC pour l'adoption de la loi de protection des défenseurs des droits humains (DDH).
- Soutenir les programmes d'alerte précoce et de protection des DDH.
- Lutter contre les discours de haine des leaders politiques en les documentant et éventuellement en appliquant des sanctions comme l'interdiction de voyager dans l'UE.

## Réforme du secteur de la sécurité et programme de DDR

- Encourager le gouvernement à ne pas segmenter les discussions sur la RSS avec les partenaires internationaux afin de mieux harmoniser les appuis reçus, en particulier pour la réforme de l'armée.
- Encourager le gouvernement à mobiliser davantage de ressources pour la RSS, notamment en améliorant les efforts de planification budgétaire.
- Appuyer la mise en place de la loi sur le statut des militaires et de la loi de programmation militaire.
- Clarifier le statut des organes armés qui ne sont pas encore concernés par la RSS, tels que l'Agence Nationale de Renseignement et la Garde Républicaine.

- Finaliser la bancarisation pour le paiement des militaires.
- Soutenir les initiatives de dialogue entre la société civile et les services de sécurité (armée et police).
- Renforcer le travail de documentation juridique des OSC sur les violations commises par les agents du secteur de la sécurité.
- Mettre en place des mesures pour pérenniser les acquis d'EUSEC et d'EUPOL.
- S'assurer que le nouveau programme de DDR s'occupe de manière équilibrée des démobilisés, qu'ils rejoignent l'armée ou non; et appuyer des projets complémentaires de soutien ciblant ceux qui n'ont pas pris les armes.

### Gestion des ressources naturelles

- Renforcer la sécurité dans les zones minières, à travers un dialogue permanent entre le gouvernement, les entreprises minières et les exploitants artisanaux. Et maintenir la pression internationale et de la société civile pour la démilitarisation des sites miniers.
- Assurer des retombées économiques liées à l'exploitation minière et que ces dernières soient directement investies dans les milieux, non seulement en termes des services sociaux de base mais aussi en termes d'emplois et des opportunités économiques.
- Etablir un plan d'action pour l'environnement, y compris la gestion des déchets minéraux.
- Diversifier les agences de traçabilité et renforcer les efforts visant à améliorer le processus de certification et notamment l'étiquetage au niveau du pays.
- Rétablir le certificat national d'origine pour assurer la traçabilité des minerais depuis les sites d'exploitation jusqu'à l'exportation. Il a été même proposé que ce Certificat et celui de la CIRGL puissent cohabiter pour lutter efficacement contre la contrebande.
- Renforcer et valoriser le rôle de l'Etat dans le processus de traçabilité et de certification minière, en vue de réduire les spéculations et les contrebandes.
- Harmoniser les taxes et règles concernant l'exportation des minéraux dans la région.
- Que l'UE appuie le processus de la réforme foncière en valorisant les différentes initiatives de sécurisation foncière développées par la société civile.
- Décourager progressivement l'exploitation minière au profit des secteurs prometteurs comme l'agriculture durable.
- Que l'UE appuie la CIRGL pour finaliser le cadre législatif dans la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles dans la sous-région.

### Gouvernance économique

- Travailler sur l'élimination des commissions et détournements qui pénalisent l'Etat et réduisent ses moyens.
- Encourager l'ouverture des marchés pour combattre les monopoles et la corruption.
- Encourager le gouvernement à négocier avec les Etats voisins pour uniformiser les taxes.
- Appuyer l'autonomisation économique des femmes et faciliter leur accès aux marchés pour leur assurer des emplois durables en vue de réduire la pauvreté et les violences.
- Appuyer l'intégration économique des jeunes.
- Encourager les liens entre la gestion des finances et les secteurs thématiques
- Continuer à renforcer la stratégie 'globale' de l'UE dont l'approche sur les minéraux de conflit prend en compte tous les aspects corrélatifs.

#### Le Civil Society Dialogue Network

Le *Civil Society Dialogue Network* (CSDN) est un mécanisme pour le dialogue entre la société civile et les décideurs de l'UE sur les questions de paix et de conflit. Il est co-financé par l'Union européenne (Instrument pour la Stabilité). Le CSDN est géré par le *European Peacebuilding Liaison Office* (EPLO), un réseau de la société civile, en collaboration avec la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE). La deuxième phase du CSDN s'étend de 2014 à 2016. Pour plus d'informations, veuillez consulter [le site internet d'EPLO](#).